Chapitre 1 : L’impact de la crise de 1929, les déséquilibres économiques et sociaux

Introduction :

Définitions :

- Paupérisation : diminution progressive des conditions de vie de la population d’un pays.

- Crise : retournement de l’activité économique.

- Action : produit financier, s’échangeant sur les marchés primaires et secondaire, et permettant d’injecter du capital dans une entreprise.

- Spéculateur : personne qui fait des opérations financières ou commerciales en anticipant les fluctuations du marché.

- Protectionnisme : politique interventionniste menée par un Etat ou un groupe d’Etats, visant à protéger l’économie nationale (réduction drastique des importations)

- Capitalisme (cette définition varie suivant les systèmes de pensée) : statut juridique d'une société humaine caractérisée par la propriété privée des moyens de production et leur mise en œuvre par des travailleurs qui n'en sont pas propriétaires (ou seulement partiellement).

Le capitalisme est fondé sur :

- l’entreprise privée (il peut exister un capitalisme d’Etat).

- la liberté des échanges.

- le pouvoir des actionnaires.

- la recherche de profit considéré comme une contrepartie au risque encouru.

- l’accumulation du capital.

- Dévaluation de la monnaie : réduction volontaire de la valeur d’une monnaie.

- Dépression : crise économique et sociale profonde et durable, caractérisée par un ralentissement global de l’économie et l’émergence de divisions politiques notables.

Problématique :

*Comment la crise de 1929, débutée aux Etats-Unis, bouleverse-t-elle les équilibres économiques et sociaux à l’échelle mondiale ?*

I. La crise de 29 et ses conséquences : une crise américaine puis mondiale

A. De la surproduction de l’économie réelle à l’effondrement de l’économe spéculative :

A la fin des années 20, après la croissance spectaculaire de l’industrie au commencement du XXème siècle, l’Amérique baigne dans un climat excessivement optimiste, les agents économiques, et tout particulièrement les agents du secteur primaire et surtout du secteur secondaire (dominant à l’époque), sont persuadés de l’efficacité de leur économie, et de nombreux investisseurs sont convaincus de la croissance perpétuelle de la valeur des actions sur lesquelles ils spéculent. Ils en viennent ainsi à investir *on margin*, en usant des « call loan », afin de bénéficier d’un important effet de levier et de forte capacité d’investissement qui les met toutefois sous le joug d’un endettement court terme et des appels de marge, potentiellement risqué en cas de fluctuation des prix. En octobre 1929, plus précisément le jeudi 24 octobre, l’épée de Damocles tombe, et au NYSE de Wall Street à Manhattan, comme à la bourse de Chicago ou de Buffalo, la bulle spéculative gonflée progressivement par les acteurs boursiers et leur méthode durant toute la décennie, finit par imploser après quelques jours de baisse, et provoque une première panique, contenue dans un premier temps puis rendue hors de contrôle quelques jours plus tard (*Black Tuesday*).

L’explosion de cette bulle spéculative, ne fût cependant pas la cause profonde de la crise de 1929, mais plutôt son détonateur. Le grand problème de l’économie américaine, capitalistique et libérale de cette époque-là, et surtout de son économie réelle, est avant tout sa situation de surproduction (cf : prédie par Jean de Sismondi et Thomas Malthus) agricole et industrielle. La surproduction agricole est d’ailleurs une conséquence de l’optimisme excessive de l’économie des années 20, en effet, les agriculteurs, plutôt que de diminuer leur production, alors encore fixée sur les besoins d’exportations vers l’Europe de la première guerre mondiale, ont continué de l’augmenter, persuadés que la valeur des matières premières qu’ils produisaient allait continuer de monter, alors même qu’ils commençaient à accumuler des excédents de production tandis que l’Europe voyaient ses champs fournir d’abondantes récoltes.

En outre, cette surproduction est devenue incontrôlable du fait qu’elle ait été mêlée à des inégalités sociales de taille, à la montée du taylorisme. La surproduction a creusé un écart significatif entre le pouvoir d’achat des ménages et le prix des biens et services de consommation, les acteurs de l’industrie automobile, tout comme de l’agriculture, n’ont plus de client pour les biens qu’ils produisent, et l’amélioration de leurs usines, le développement de leurs activités grâce aux emprunts avantageux proposés par le secteur financier ne leur permet pas pour autant de vendre leur production auprès des consommateurs. La crise de 29 est ainsi une crise qui découle de l’écart massif entre le pouvoir d’achat des uns et le vouloir d’achat des autres. Les entreprises ne parviennent plus à trouver suffisamment de consommateurs pour les biens qu’elles produisent, connaissent des pertes massives, et ne sont plus en mesure de rembourser les prêts qu’elles avaient contractées pour développer préalablement leurs activités.

L’écart entre « l’économie réelle » et « l’économie spéculative » n’est cela dit pas vraiment une cause en soit du marasme de 1929, car les marchés n’étant pas natures pas efficients, cet écart existe toujours, dans toute économie de marché, et n’est pas nécessairement le signe avant-coureur d’une crise à venir.

Après les paniques successives du *Black Thursday* (lui-même précédé par des ventes massives d’actions les jours précédents) et du *Black Monday*, l’économie réelle, déjà fragilisée par sa situation de surproduction, se retrouve subitement déstabilisée par la crise financière que cette surproduction a elle-même favorisée (les bilas des entreprises ne justifiant plus leur valeur en bourse). La crise crée un climat de tensions et de craintes inédit suite à la chute spectaculaire de la valeur des produits financiers sur le marché (Par exemple, la valeur des actions de J.P Morgan est divisée par 100). Un cercle vicieux de vente se déclenche, et les investisseurs sont contraints de vendre à perte. Ils se retrouvent, comme les chefs d’entreprises qui ne peuvent rembourser les prêts contractés pour développer leur activité, incapables de rembourser les emprunts de leur *call loan*, et font pour la plupart défaut. Ils propulsent ainsi eux-aussi la faillite de nombreuses banques (7000 banques ont fait faillite à l’issue de la crise)[[1]](#footnote-1) aussi bien commerciales que d’investissement.

Une déflation s’installe alors, les dépenses des uns baissent considérablement, et les revenus des autres également, la plupart des acteurs de l’économie, aussi bien spéculative que réelle, cessent non seulement de consommer autant qu’avant, par impossibilité, mais aussi d’investir, par incertitude. Les rares acteurs dont le pouvoir d’achat augmente avec la déflation (par la baisse des prix liée à la déflation) ne cherchent de toute manière pas à dépenser, ni à investir dans un pareil climat, l’économie périclite alors.

B. Une esquisse des conséquences sociales et politiques de la crise (voir III pour le détail) :

La majorité de la population, et surtout la classe moyenne qui dépendait des crédits de nombreuses banques, alors en faillite, s’appauvrit subitement. Cet appauvrissement favorise naturellement l’émergence de révoltes sociales, soutenant la mise en place de politiques de relance contracycliques et interventionnistes (aides sociales…), jusqu’alors considérées comme non-orthodoxes par les économistes et les grands acteurs économiques de l’époque, les mêmes qui, durant toute la première période de la crise ne cesseront de mettre en place des politiques procycliques et conservatrices (hausse des taux d’intérêts, baisse des salaires, austérité budgétaire, conservation de l’étalon or, et croyance dans les limites de fons prêtables.)

Les hausses des taux dissuadent les acteurs économiques d’investir alors même qu’il est nécessaire de relancer l’économie, la baisse des salaires diminue le pouvoir d’achat et donc la consommation, sans même augmenter les exportations à cause du protectionnisme des pays voisins, et l’austérité budgétaire empêche aux banques de prêter aux Etats, alors même qu’ils constituent alors les emprunteurs les plus fiables de l’économie d’alors. Ces politiques procycliques ne font qu’entretenir la crise, et ne sont pas immédiatement remises en question, à cause des croyances économiques de l’époque, ne prenant pas en considération des leviers tels que la variation de la parité, l’optimisme de l’Etat et des banques, la fluctuation des réserves d’or, et l’ajustement des taux de réserve obligatoires.

L’explosion du chômage (due aux licenciements massifs des entreprises ruinées), l’augmentation fulgurante des taux d’emprunts, et la politique d’austérité, provoquent la paupérisation de la population américaine. Cette dernière se manifeste par des expulsions massives, (les locataires ne peuvent plus payer leur loyer et certains propriétaires ne peuvent plus rembourser leurs crédits), par l’émergence de bidonvilles (*Hoovervilles* de Chicago par exemple) et par l’apparition de phénomènes d’exode, notamment vers l’ouest des Etats-Unis, qui n’a pas été touché par le *Dust Bowl* (tempêtes de sables qui ont dévasté une partie du secteur agricole).

Après des années de constestations populaires, et de remise en question, par la population, du rôle que devrait jouer l’Etat dans l’économie, des politiques comme le *New Deal* de Roosevelt voit le jour (Subventions d’Etats pour l’agriculture et l’industrie, *Social Security Act*, grands travaux publics etc.). Le *New* Deal permettra de redresser partiellement la barre, et de limiter la paupérisation de la population américaine, même si les dégâts causés par le protectionnisme et les politiques procycliques durant les premières années de la dépression économique, retarderont grandement la remise sur pied de l’économie américaine et mondiale. Ce n’est qu’avec le passage à l’économie de guerre durant la seconde guerre mondiale, que l’économie américaine repartira enfin de plus belle.

C. Une propagation mondiale, et de la crise, et du protectionnisme qui l’entretient :

Cependant, la crise économique ne touche pas uniquement le pays d’où elle vient et se propage même rapidement dans toute l’Europe, puis sur tout le continent américain.

Après la crise, les banques américaines ne sont plus en mesure de prêter en dollar aux pays Européens, ayant pourtant besoin des crédits américains pour faire rouler leur dette et se reconstruire après la 1ère guerre mondiale, (*credit crunch)*, la croissance dans les pays européens endettés diminue donc, d’autant que de nombreux crédits permettent le bon fonctionnement du commerce international.

En outre, le commerce mondial se contracte considérablement à cause des politiques protectionnistes[[2]](#footnote-2) (mise en place de la taxe smooth Hawley en 1930), les revenus générés par celui-ci sont divisés par 3 en 4 ans, et les Etats s’enferment dans le protectionnisme. La fluctuation des différentes devises européennes et surtout le retour de l’étalon or dans l’entre deux guerres (dés 1925), favorisent également la propagation du phénomène de déflation dans les pays européens (voir épisode 2 d’Heureka sur la crise de 29).

Les Etats Latinos américains sont également très frappés par la crise de 29, une part non négligeable de leur PIB étant dépendante de leurs exportations vers les Etats-Unis, qui, par leur politique protectionniste, cesse d’acheter à l’étranger.

Le taux de chômage, bien que difficilement quantifiable à cette époque, est multiplié par sept aux Etats-Unis, et à minima par deux voire par trois dans les différents pays européens.

Des politiques de dévaluations monétaires vont également être mises en place, en 1931 au Royaume-Uni, en 1934 aux Etats-Unis et en 1936 en France. Cette dévaluation est censée permettre aux Etats européens d’être plus compétitifs sur la scène internationale, d’attirer les investissements extérieurs, et d’exporter plus (donc d’équilibrer leur balance commerciale) ; mais comme tous les Etats dévaluent, ces politiques de dévaluation conduisent seulement à l’effondrement du système monétaire mondial. Ces politiques de dévaluation, sont d’ailleurs une conséquence indirecte de l’étalon-or, en effet, après la crise de 29, comme la quantité de monnaie centrale des pays dépend de nouveau (depuis 1925) de la quantité d’or qu’ils possèdent, la plupart des Etats européens cherchent, non seulement à conserver leur or, mais surtout à en accumuler. Seulement, comme le conservatisme économique de l’époque empêche de remettre en question, et les taux de parité, et les taux de réserves obligatoires, et encore moins la norme même de l’étalon-or, la plupart des pays se mettent à dévaluer leur monnaie, afin de baisser leur coût de production et de favoriser leurs exportations. Or, comme tous les pays européens sont touchés par la crise, et qu’ils baignent à peu près tous dans un conservatisme économique semblable, ils dévaluent conjointement, et mettent en place les mêmes politiques procycliques, censées rééquilibrer leur balance commerciale. Autrement dit, vu sous le spectre de l’étalon l’or, la hausse des taux d’intérêts, la baisse des salaires et l’austérité apparaissaient comme des mesures efficaces pour faire face à la crise. Seulement, comme tous les pays réalisaient les mêmes politiques protectionnistes et austéritaires, aucun d’entre eux ne bénéficiaient de ces politiques, pire, elles nourrissaient la crise, elles l’entretenaient. Si les théories de l’époque sur la création monétaire avaient été plus justes, et si la norme de l’étalon-or avait été remise en question, il est probable que des politiques contracyclique, passant notamment par des emprunts massifs de la part de l’état, par une augmentation des salaires et par la baisse des taux d’intérêts, auraient pu être mises en place et contrer la déflation provoquée par la crise de 29. En bref, la norme de l’étalon-or, symbole du conservatisme économique de l’époque, a donc favorisé la mise en place de politiques procycliques.

Chiffres sur la crise du commerce mondial :

II. Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine

Lors de la grande Dépression, les pays d’Amérique Latine font face à un effondrement de leurs exportations, provoqué par la mise en place de politiques protectionnistes aux Etats-Unis et en Europe. En 1929, la plupart des pays d’Amérique Latine étaient, et sont d’ailleurs toujours, de grands producteurs de matières premières, de denrées agricoles (café par exemple), de minerais, de nitrates (utiles à la fabrication d’engrais), d’hydrocarbures et de caoutchouc. Leurs économies d’alors fonctionnaient donc en grande partie sur leurs exportations vers les Etats-Unis et l’Europe. Le protectionnisme mis en place par les Occidentaux, contraint les pays d’Amérique Latine à diminuer leurs exportations entre 1929 et 1938. Incapables d’exporter, les pays d’Amérique Latine sont victimes d’une crise de surproduction. Des pays comme le Chili, la Bolivie et le Pérou voient leurs exportations diminuer de plus de 70%, Cuba voit les siennes baisser de 47.9 %, celles du Mexique diminuent de 41.5%, du Brésil de 31.1% et de l’Argentine de 35.8%. Du Guatemala au Panama, les exportations diminuent également de 30 à 50%. Les pays sous le joug de la UFCo sont également touchés par la crise de 29, mais dans une moindre mesure, car les activités de la compagnie bananière ont relativement peu souffert de la crise. La UFCo se porte même plutôt bien et sa croissance ne cesse pas. La UFCo sera plus inquiétée par le champignon attaquant la variété de bananes Gros-Michel, ou par l’arrivée au pouvoir de Arbenz en 1951, que par la crise de 29.

Les pertes économiques induites par la contraction des exportations, engendrent la plupart du temps une baisse considérable du PNB (production national brute), notamment au Chili, au Brésil, au Mexique et en Argentine (le PNB des autres pays d’Amérique centrale sont moins touchés grâce à la UFCo). Ces pertes conduisent à des faillites et à des licenciements massifs dans les secteurs primaire et secondaire (quand il est développé) des pays d’Amérique Latine. En réaction à cette situation critique, des revendications sociales émergent, et des idéaux socialistes, à minima interventionnistes envahissent une part non négligeable du continent, pour ne pas dire l’entièreté de celui-ci. Ces derniers apparaissent alors comme une réponse à l’instabilité du modèle économique et politique libéral. La crise provoque une véritable remise en question de l’idéologie libérale dont avait historiquement hérité le continent. Néanmoins, la déstabilisation des Etats d’Amérique Latine provoquée par la crise de 29 est telle, que les politiques et surtout militaires conservateurs de ces pays, y voit l’occasion de prendre le pouvoir, et d’y instaurer leur propre régime autoritaire, fondé sur un nationalisme d’Etat, donnant les pleins pouvoirs à l’exécutif. L’autoritarisme apparaît alors comme une solution régulatrice, permettant de limiter les conséquences du marasme économique américain, en relaçant l’économie à l’aide de l’intervention des pouvoirs publics (l’Etat favorise la création d’entreprises d’économie mixte et de conseils techniques, il favorise également le développement de l’industrie lourde, et la relance de l’extraction minière et pétrolière). L’autoritarisme, par sa brusque efficacité, facilite aussi la remise en question de normes économiques telle que l’étalon-or (limitant la création de monnaie centrale). D’autant que la diminution massive des exportations induite par la crise de 29, rend cette norme particulièrement désavantageuse pour les pays d’Amérique Latine, dont les balances commerciales et les réserves d’or se retrouvent grandement fragilisées (les revenues en or étant jusqu’alors garantis par leurs exportations). De 1929 à 1933, tous les pays d’Amérique Latine abandonnent ainsi l’étalon-or, car ils ne peuvent plus maintenir la parité de leur monnaie par manque d’or, et par manque d’investissements extérieurs.

Durant les années 30, tous les pays d’Amérique Latine, à l’exception du Mexique, du Chili, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica et de la Colombie connaîtront des Coups d’Etat (les quatre derniers n’en connurent pas par ce qu’ils étaient sous contrôle de la UFCo). Il est important de noter que le Guatemala prend lui aussi un tourant autoritaire à partir de 1931, mais ni par un Coup d’Etat à proprement parler, ni directement à cause de la crise de 1929. Le gouvernement se plie surtout aux exigences de la UFCo, qui lui assure une aide au développement et un soutien des Etats-Unis, en l’échange de la mise en place d’un régime autoritaire et laissant très peu de place à la contestation syndicale. L’autoritarisme plait aux Américains, tant qu’ils ne le vivent pas et qu’il garantie leurs profits et leur influence.

En Argentine, José Félix Urbiuru instaure une dictature militaire en 1930. La même année, Getulia Vargas instaure un régime populiste et autoritaire au Brésil, et Sanchez Cerro une dictature militaire au Pérou. Deux ans plus tard au Chili, deux coups d’Etats (respectivement menés par Carlos Davila et Espinoza), se succèdent à 13 jours d’intervalle, et instaurent successivement une république socialiste et une république conservatrice, avant que ne reviennent de nouveau des élections en décembre 1932 (qui ne viendront qu’assurer la légitimité de la république conservatrice). Le Paraguay tente tant bien que mal de résister contre l’avènement de la Dictature, mais Rafael Franco finit par l’imposer en 1936. Ironie de l’histoire, même le Mexique qui n’aura donc pas connu de Coups d’Etats, fera le choix, par les urnes et librement, de mettre en place un régime populiste et autoritaire dés 1934.

Ces régimes autoritaires, comme leur qualificatif l’indique, se montreront peu conciliants avec leur population, et de violentes répressions, menées par les polices des différentes Etats, n’hésiteront pas à mâter toute forme de contestation politique en interne, voire à organiser des déplacements de populations, notamment au Brésil à partir de 1943 (la « marche vers l’Ouest). Cela étant dit, les initiatives politiques menées par les pays d’Amérique Latine, à l’exception des pays soumis complétement à la UFCo, sont loin d’être absurdes, et d’un point de vue purement économique, certaines de leurs politiques étaient bien plus judicieuses que les politiques procycliques mises en place par les Etats-Unis et les pays Européens après la crise de 29. L’abandon de l’étalon-or et la mise en place de politiques de relance par l’intermédiaire de l’Etat, illustrent parfaitement cette idée. De nos jours, en période de crise, c’est l’Etat et les banques centrales, qui doivent être les investisseurs principaux, qui doivent agir pour sauver l’économie. Maintenant, il est évident que les régimes autoritaires mis en place au Brésil ou au Mexique, ne se contentaient pas d’apporter une solution technique à la crise économique[[3]](#footnote-3), il est même probable qu’ils n’avaient pas, contrairement à aujourd’hui, la preuve de l’efficacité de leurs nouvelles méthodes ; ils cherchaient aussi, et peut être même avant tout, à remettre en question l’idéologie libérale, et à instaurer un nouveau paradigme politico-idéologique sur le continent américain. Suivant le régime dont il est question, cette assertion peut s’avérer plus ou moins juste, une chose toutefois demeure certaine, elle s’avère particulièrement pertinente pour caractériser le Brésil de Vargas, *L’Estado Novo*. Ce dernier, comme son nom l’indique, est un nouvel Etat, avec de nouvelles valeurs. Son instauration ne constitue pas un simple changement de politique gouvernementale, c’est une révolution, qui met en place un Etat, dont la propagande déclare, en s’inspirant du marxisme, que « les individus n’ont pas de doits, ils sont des devoirs ! Les droits son ceux de la collectivité ». Le modèle individualiste et libéral est donc remplacé dans certains pays d’Amérique Latine, par un modèle collectiviste et autoritaire, d’inspiration communiste. Les pays dont les politiques demeurent les plus libérales, sont les pays d’Amérique Latine dont les Etats sont devenus des « Républiques bannanières », qui ne se développent que sous la stricte tutelle de la United Fruit Compagny (Guatemala, Costa Rica, Honduras, Colombie), elle-même infiltrée par des cadres de la CIA. C’est d’ailleurs du fait de l’hégémonie de la UFCo que la plupart des pays d’Amérique centrale, ne changèrent pas immédiatement de régimes politiques après la crise de 29, pour la simple et bonne raison qu’ils étaient déjà sous le joug de républiques plus ou moins dictatoriales, corrompues par la UFCo.

Plus tard, pendant la guerre froide, le contrôle voire la mise sous tutelle des régimes collectivistes assez caractéristiques de l’Amérique Latine du deuxième quart du XXème siècle, deviendra en enjeu géopolitique majeur pour les Etats-Unis, et là encore, la United Fruit Compagnie continuera de jouer un rôle décisif.

III. Les conséquences politiques de la crise de 29

1. Le *New Deal* aux Etats-Unis :

a) Présentation du *New Deal*:

Après l’échec des politiques de Hoover (réductions d’impôts), une transition politique s’opère aux Etats-Unis, par l’investiture du candidat démocrate F.D Roosevelet le 4 mars 1933. Il est élu sur ses promesses de relance, sur son *New Deal*.

Le *New Deal* désigne un ensemble de politiques mises en place par l’administration du président Théodore Roosevelt, en 1933, puis de 1935 à 1938. Ces politiques, clairement non-orthodoxes aux yeux du libéralisme américain, se caractérisent par leur interventionnisme, leur protectionnisme et leur dimension éminemment sociale. Elles cherchent à relancer l’économie par la demande, et surtout, elles cherchent à limiter, par l’action régulatrice de l’Etat, les conséquences sociales de la Grande Dépression sur le peuple américain. Avec le *New Deal*, Roosvelt souhaite donc en priorité réduire le chômage, et limiter la paupérisation de la population américaine. Pour ce faire, il commence par mettre en place, dés 1933, une politique de grands travaux publics (*Civil Works Administration* et *Tennessee Valley Authority*), qui s’accompagne d’aides fédérales d’urgence pour les chômeurs (*Federal Emergency Relief Administration*). Les grands travaux publics font d’ailleurs partie d’un objectif plus large de planification nationale de certains secteurs de l’économie américaine. Cette planification est alors censée permettre à l’Etat, de créer des emplois et de contrôler les services essentiels au bon fonctionnement de l’économie (communications et transports).

En outre, toujours durant le *1er New Deal* (1933-34), l’administration Roosevelt ne se contente pas de mettre en place des grands travaux publics, mais cherche aussi à réglementer, à réguler, plus ou moins maladroitement, le secteur financier. Le gouvernement veut à tout prix empêcher qu’une crise semblable à la crise de 29 puisse se reproduire. C’est en tout cas dans cette optique qu’est fondée la *Securities and Exchange Commission*, permettant de réguler et de contrôler les marchés financiers. A la même période, est également raturé le *Glass-Steagall Act*, permettant, par la réglementation Q, de limiter les hausses délétères de taux d’intérêts alors pratiquer par les banques pour attitrer les dépôts extérieurs. Cet *Act* vient également séparer les banques commerciales et les banques d’investissement, afin de limiter les risques de faillite dans la finance de détail (la finance des particuliers) lorsqu’éclatent des bulles spéculatives sur les marchés, (même si en soit, la faillite de grandes banques d’investissement entraînerait forcément des conséquences de taille sur l’économie réelle). Séparer les banques commerciales des banques d’investissement est censé empêcher les banques de détails d’employer l’argent de leurs dépôts dans des investissements à moyen long terme sur les marchés financiers (cette séparation ne fera officieusement pas long feu, et sera officiellement abolie en 1999 par l’administration Cliton). Enfin, cet *Act* assure aux déposants une garantie fédérale en cas de faillites bancaires. L’Etat s’engage donc à protéger les dépôts des citoyens en cas de nouvelle crise.

Toutes ces mesures de régulation de l’économie, tentent de restaurer un climat de confiance dans l’économie américaine, alors sclérosée par la déflation et les réticences des investisseurs privés.

Après le premier *New Deal*, une nouvelle salve de réformes sera votée de 1935 à 1938. Cette dernière s’avère plus ambitieuse encore sur le plan social que la première série de réformes. C’est à cette période qu’on voit apparaître les premiers programmes de sécurité sociale aux Etats-Unis. Le *Social Security Act*, notamment, met en place une assurance chômage et surtout un système de retraites par répartition, bien avant la France. Des lois de protection syndicale sont également appliquées, le développement du syndicalisme est favorisé par le *Wagner Act*, et un salaire minimum est imposé aux employeurs par le *Fair Labor Standards Act*.

b) Les limites du *New Deal*:

Sur le plan social, le *New Deal* a indéniablement limité la paupérisation des Américains (même s’il est loin d’avoir complètement résolu le souci du chômage).

Néanmoins, les principes interventionnistes, de relance économique par l’action de l’Etat, par le contrôle et la planification des services essentiels (tels que les communications et les transports) au cœur des politiques du *New Deal*, n’ont pas réussi à relancer efficacement et durablement l’économie américaine. L’impact de ces politiques n’a pas permis une relance notable de la croissance, premièrement car les investissements liés au *New Deal* n’étaient pas si importants (seulement 4% à 5% du PIB de l’époque, soit la norme de déficits dans les années 1980-1990), et deuxièmement car les croyances économiques conservatrices de l’époque, fondées sur les théories des cycles, limitaient la relance en invitant à l’inaction. Sans compter que la Fed avait une peur bleue de l’inflation, alors même que contrôlée, celle-ci était en soit un indicateur de croissance. Les décisions absurdes de la FED entre 37 et 38 (cf : détails en bas de cours), ou encore le maintien de l’étalon-or qui favorise indirectement la déflation[[4]](#footnote-4), mettent bien en évidence les obstacles imposés par le conservatisme économique de l’époque.

En outre, le *New Deal* a beau être interventionniste, il n’en est pas moins protectionniste. Or, le protectionnisme nuit considérablement à la relance économique, surtout lorsque tous les pays d’Europe suivent ce modèle. Les Etats-Unis ne donnent pas au reste du monde un modèle de gestion de crise qui puisse favoriser la relance des échanges économiques, la relance des exportations et des importations, bien au contraire.

Nous pouvons également noter que les mesures du *New Deal* tentent de restaurer un climat de confiance et d’optimisme dans l’économie américaine, mais elles n’y parviennent pas, puisque les banques commerciales, en dépit des garanties, des aides et des régulations étatiques, sont toujours effrayées à l’idée que de nouveaux *bankruns* puissent survenir. La banque centrale, quant à elle, à cause de l’étalon-or et de sa peur de l’inflation, cherche à protéger les stocks d’or et augmente ses taux d’intérêts. Ainsi, d’autant plus après l’augmentation des taux de réserves obligatoires en 1937, les banques commerciales créent moins de monnaie scripturale, augmentent leurs taux d’intérêt et prêtent moins (en bref, elles empêchent toute relance durable de l’économie.). En 1938, la croissance du PIB américain redevient négative malgré la relance de 1933 à 1936 permise par le New Deal, et la déflation revient également en force, jusqu’en 1939 (le gouvernement revient sur la décision de la FED), alors même que la politique de relance de Roosvelt avait commencé à redonner vie à l’économie américaine en ayant mis fin à la déflation, et en ayant diminué de fait les taux réels.

Ainsi, le *New Deal* est peut-être novateur pour son temps, mais il est tout de même profondément limité par les craintes, les théories et les croyances économiques de son époque. Ce n’est pas pour rien que les Etats-Unis ne retrouvent leur croissance économique d’avant crise qu’avec la relance permise par l’économie de guerre ; une économie de guerre qui permet cette fois-ci de creuser un déficit public véritablement massif (25% du PIB en 1943).

En vérité, il faudra attendre les années 2000, et une lente évolution des mentalités et des théories économiques, pour que le rôle des Etats et des Banques centrales, soit enfin considéré comme essentiel dans la gestion des crises financières, pour qu’il soit communément accepté de creuser considérablement le déficit public pour relancer une économie, même en temps de paix.

Ce sont les leçons tirées de la crise de 29, qui permettront plus tard de limiter l’impact de crises économiques majeures, comme la crise des Subprimes (2007-8) ou la crise de l’Euro (2010-2012).

2. Le Front Populaire en France :

a) Le contexte économique français :

Comme nous l’avons montré précédemment, la crise de 29 se propage rapidement en Europe. Les pays européens perdent leurs créanciers et l’un de leurs principaux clients. Leurs économies se retrouvent donc fragilisées et ils sont également victimes d’une déflation importante. En outre, comme les Etats-Unis s’enferment dans un protectionnisme qui se veut de relance, ils ne facilitent pas la résurgence des économies européennes. Enfin, la France, comme les Etats-Unis, et comme d’autres pays européens, s’obstine à conserver la norme de l’étalon-or, ce qui la pousse à mettre en place des politiques procycliques. La France refuse notamment de dévaluer sa monnaie, de toucher à la parité franc-or, et entretient la déflation qui la touche par ses politiques économiques conservatrices et procycliques (rappel : les termes, procycliques et contracycliques sont anachroniques).

C’est donc en pleine crise économique, mais aussi, comme nous allons le voir, en pleine crise politique, que le Front Populaire va faire son apparition sur la scène politique française.

b) L’élection du Front Populaire :

Les politiques procycliques impactent naturellement le monde du travail, et apportent avec elles la précarisation du monde ouvrier, qui voit ses salaires baisser et ses conditions de travail se détériorer. Les conséquences sociales de la mauvaise gestion de la crise économique, couplées aux scandales de corruption touchant alors le gouvernement français (cf : révélation de l’affaire Stavisky le 9 janvier 1934), favorisent à leur tour la montée en puissance de l’extrême droite et de la gauche en France. Chacun de ces bords politiques, vient, à sa façon, proposer au citoyen français une autre voie, voire même un tout autre modèle de société, qu’il s’agisse du communisme ou du « fascisme ». Les tensions politiques au sein du pays redoublent de vigueur après la violente manifestation d’extrême droite du 6 février 1934, vécue comme une tentative de coup d’état fachiste par la gauche, qui s’unira alors à la suite de l’événement, et qui répondra à son opposant politique par de nombreuses contre-manifestations, comme celle du 12 février 1934. A l’occasion de ces contre-manifestations, des membres de tous les partis de gauche se rejoindront, par-delà leurs différends. Cette nouvelle union de la gauche s’incarnera officiellement au travers du Front populaire, qui accédera au pouvoir le 3 mai 1936, à l’issue de l’une des élections les plus suivies de l’histoire de France (plus de 85% du corps électoral a participé). La coalition est alors composée des principaux partis de gauche de l’époque (SFIO, Parti Radical, Parti Communiste). Les communistes, par idéologie mais aussi pour rassurer l’opinion publique, annonce toutefois qu’ils ne participeront pas au gouvernement du Front populaire. L’alliance entre les révolutionnaires communistes et les bourgeois libéraux du parti radical, demeure toutefois particulièrement surprenante, mais se réalise tout de même sous prétexte d’une opposition nécessaire à la menace « fasciste », à la montée en puissance de l’extrême droite, qui aurait fait trembler la France lors de la manifestation du 6 février 1934.

Lorsque le gouvernement du grand bourgeois Léon Blum fait enfin sa rentrée, le 4 juin 1936, de nombreuses usines françaises, notamment du secteur florissant de l’aéronautique, sont alors immobilisées par des grèves sur le tas (cf : Etablissements Breguet du Havre, et usines Latécoère de Toulouse). Léon Blum tente d’inciter les syndicats et les ouvriers à reprendre le travail, mais ils ne l’écoutent pas. Au contraire, la grève se propage et contamine progressivement toutes les usines de la région parisienne, et même de la France entière. A la fin du mois de mai, la grève devient générale, et impacte tous les secteurs de l’économie, la situation économique du pays devient critique, et les patrons sont obligés de se soumettre à des négociations, au son des accordéons joyeux des ouvriers dansant et attendant que l’on reconsidère leur condition.

c) Les mesures emblématiques du Front Populaire :

Afin de satisfaire les revendications de ces mouvements grévistes, qui commencent à impacter sérieusement la capitale, et notamment ses ressources en pain (les boulangers n’ayant plus de quoi faire fonctionner leurs fours), le gouvernement français va raturer, dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, et de concert avec le syndicat des patrons (CGPF), les accords de Matignon. Ces derniers mettent en place de nombreuses mesures sociales novatrices, telles que la célèbre réduction du temps de travail à 40h ou l’apparition des premiers congés payés. Des hausses de salaires sont également convenues et bénéficient alors tout particulièrement aux travailleurs les plus précaires (augmentation de 7 à 15%). En dépit des hésitations des ouvriers, les grèves cessent après les accords de Matignon. Enfin, les accords de Matignon donnent naissance au premier Code du travail, mettent en place une protection salariale, permettent aux travailleurs d’adhérer librement à un syndicat, et interdisent aux patrons de sanctionner leurs employés, lorsqu’ils exercent librement leur droit de grève.

Une fois les ouvriers convaincus de devoir retourner au travail, le gouvernement du Front Populaire va voter une série de politiques économiques, dites de *relance keynésienne*, bousculant alors le conservatisme économique de l’époque, encore dominant chez de nombreuses élites (cf : introduction sur le front populaire). Ces politiques, que l’on qualifierait aujourd’hui de contracycliques, s’inspirent du *New Deal*  de Roosevelt. Elles reposent donc sur l’intervention de l’Etat et sur la relance par la consommation. Ces politiques tentent alors de contrer les effets néfastes des conséquences de la crise de 29 sur l’économie française. Seulement, à cause des réticences des patrons et de l’élite financière, Léon Blum ne parviendra jamais à mettre en place une politique de relance comparable au *New Deal*.Lors des accords de Matignon, il n’était question, ni de grands travaux, ni de sécurité sociale, ni de contrôle des marchés et du système bancaire. A cet égard, les politiques économiques du Front Populaire sont bien plus modérées que celles portées par le *New Deal*.

Ces mesures de relance keynésienne incomplètes et frileuses, ne parviendront à relancer que la demande de l’économie française, mais pas son offre. Ne pouvant ainsi garantir une relance pérenne de l’économie, les politiques du Front Populaire favoriseront surtout une hausse de l’inflation, et une baisse de la rentabilité du travail (le coût du travail étant plus élevé qu’avant). Cette baisse de la rentabilité du travail encouragera la fuite des capitaux et contraindra même la France à dévaluer le franc à trois reprises. Une dévaluation, qui, à cause du contexte économique extérieur de l’époque, ne permettra même pas de relancer les exportations françaises, aucun pays n’ayant alors envie d’importer quoi que ce soit et encore moins des produits français, non particulièrement attractifs par leurs prix. Ces derniers n’ayant fait qu’augmenter à cause de l’inflation, favorisée, et par les politiques de relance, et par la dévaluation.

Il est cela dit important de noter, qu’avant la création d’un conseil général permettant aux représentants de l’Etat de prendre le contrôle de la banque de France, celle-ci faisait tout son possible pour aller à l’encontre des politiques économiques du Front Populaire. Les élites économiques de l’époque, les deux cents familles actionnaires de la Banque de France, s’opposaient avec ferveur aux politiques de relance keynésienne, et étaient, à tort, persuadées de l’efficacité de leurs politiques procycliques (justifiées par leur vision de l’économie fondée sur la norme de l’étalon-or).

A cause du contexte inflationniste, de la fuite des capitaux, et de l’opposition des élites financières, Blum est finalement contraint de suspendre ses réformes, c’est tout du moins ce qu’il annonce à la radio le 13 février 1937. Cette suspension des réformes vise à renouer une entende avec les classes possédantes de la société, mais celles-ci ne répondent pas à l’appel, tandis que, de leur côté, les ouvriers se sentent légitiment trahis par leur gouvernement.

d) La division et la chute du Front Populaire :

Les différents partis politiques composant le front populaire, vont finir par entrer en conflit à cause de la guerre civile espagnole. Les partis les plus à gauche soutiendront becs et ongles les Républicains espagnols, tandis que les partis centristes, tel que le parti radical, prendront plutôt le parti du général Franco, symbole de la « civilisation espagnole » face à la « barbarie moscovite ». Le parti communiste ira même jusqu’à exiger une intervention armée de la France, afin qu’elle soutienne les armées républicaines dans leur lutte contre l’autoritarisme franquiste. Malgré toutes ces divisions, Léon Blum fait le choix de la neutralité, en accord avec Londres, il établira même un Comité de non-intervention. Cette passivité de Blum, ne se manifestera pas seulement dans le cas des conflits d’outre-Pyrénées, mais aussi dans le cas des conflits d’outre-Rhin et d’outre-Alpes. Sans l’ombre d’un doute, le pacifisme du Front Populaire, et surtout de Blum, facilitera les conquêtes d’Hitler (en Autriche et en Tchécoslovaquie). Même si Léon Blum est pacifiste, il réarme tout de même la France durant la fin de l’entre-deux-guerres, notamment en nationalisant l’industrie de l’aéronautique.

Au sein même de la politique française, la neutralité de Blum, et son désir d’apparaître à la fois comme le chef de file du Front Populaire et à la fois comme un président du conseil consensuel, finira par le condamner. Avoir voulu incarner la volonté des ouvriers, tout en essayant de la concilier avec celle des patrons et des élites financières de l’époque, semble avoir constitué un pari trop ambitieux.

Le Front Populaire se dissoudra sur une réussite sociale mais sur un cuisant échec économique. Les fuites de capitaux et les obstacles auxquels fit face sa politique de relance ne permirent pas de relancer durablement l’économie française. L’hostilité des classes possédantes aux politiques du Front Populaire, empêcha leur réussite.

Détails intéressants sur la crise de 29 :

Les prédictions de la crise de 29 :

Cycles de Kitchin (crise tous les 2-4 ans)

Cycles de Clément Juglar (crise tous les 8-10 ans)

Cycles de Nikolaï Kondratiev (crise tous les 25-50 ans)

Cycles marxistes

Tous ces théories cycliques prédisent une crise à la fin des années 20, mais ne prédisent pas une crise aussi grave que la crise de 29, et encore moins de solutions politiques et sociales pour y remédier, au contraire, elle considère que le capitalisme libéral se remettra de lui-même.

L’erreur de la FED en 37-38 :

La FED, par peur d’une poussée inflationniste, qui serait provoquée par une augmentation des crédits bancaires, augmente le taux de réserve obligatoire, tout en indexant sa production de monnaie centrale sur ses réserves d’or, alors même que les banques utilisent leur surplus de réserve d’alors, pour se protéger d’un potentiel *bankrun*. En outre, la diminution des stocks d’or qui intervient à la même période, diminue les quantités de monnaie centrale en circulation alors même que les banques en ont besoin pour garantir une production de monnaie scripturale importante tout en respectant les nouvelles exigences des taux de réserve obligatoires. Cette décision de la FED, en limitant la création monétaire et donc les capacités d’investissement des manques, favorise le retour de la déflation, et engendre une crise économique de deux ans, alors même que les Etats-Unis commençaient tout juste à se relever de la Grande Dépression.

1. A l’époque, il n’existe pas de procédure judiciaire, [↑](#footnote-ref-1)
2. Le pays se referme sur lui-même, en taxant les importations, et en limitant au maximum les exportations, soi-disant pour limiter l’endettement national (une peur de l’endettement national favorisée par le mercantilisme de l’étalon-or) et relancer la consommation. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le fonctionnement fragile des économies d’Amérique Latine, les instabilités politiques et le ralentissement de l’économie mondiale, empêcheront de toute manière de sauver efficacement les économies des pays d’Amérique Latine, quelle que soit les politiques mises en place par les Etats. [↑](#footnote-ref-3)
4. La norme de l’étalon-or favorise les politiques procycliques (baisse des salaires, hausse des taux d’intérêts et austérité budgétaire). [↑](#footnote-ref-4)